



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché de concession (avis rectificatif)

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-26576>

Département(s) de publication : **76**

Annonce n° **24-26576**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Metropole Rouen Normandie

Forme juridique de l'acheteur : Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : contrat de concession de service pour la mise à disposition, l'installation, l'entretien, la maintenance et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains

Description : La durée du contrat est de 12 ans à compter de la date de notification du contrat, la date de commencement d'exécution décrite ci-dessus étant prévisionnelle. La Métropole Rouen Normandie et la Commune de Rouen ont décidé de constituer un groupement d'autorités concédantes pour la passation conjointe d'un contrat de concession de service pour la mise à disposition, l'installation, l'entretien, la maintenance et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains. La Métropole Rouen Normandie est désignée comme coordonnateur. La concession de service a pour objet « La mise à disposition, l'installation, la maintenance, l'entretien et l'exploitation de mobiliers urbains ». La présente consultation a pour objet de désigner l'opérateur économique qui exploitera, par voie de concession de service, le parc de mobilier urbain d'information générale ou locale. Le périmètre de la concession de service se situe exclusivement sur le territoire de la ville de Rouen

Identifiant de la procédure : de33236c-234b-4ec4-944e-f876ab027932

Identifiant interne : CS-2024-1

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 79341200 Services de gestion publicitaire

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 34928400 Mobilier urbain

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 45233293 Installation de mobilier urbain

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/23/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : « Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, ne doit pas entrer dans l'un des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le code de la commande publique.

Section 5 - Lot

5.1 Lot : LOT-0000

Titre : contrat de concession de service pour la mise à disposition, l'installation, l'entretien, la maintenance et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains

Description : La durée du contrat est de 12 ans à compter de la date de notification du contrat, la date de commencement d'exécution décrite ci-dessus étant prévisionnelle. La Métropole Rouen Normandie et la Commune de Rouen ont décidé de constituer un groupement d'autorités concédantes pour la passation conjointe d'un contrat de concession de service pour la mise à disposition, l'installation, l'entretien, la maintenance et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains. La Métropole Rouen Normandie est désignée comme coordonnateur. La concession de service a pour objet « La mise à disposition, l'installation, la maintenance, l'entretien et l'exploitation de mobiliers urbains ». La présente consultation a pour objet de désigner l'opérateur économique qui exploitera, par voie de concession de service, le parc de mobilier urbain d'information générale ou locale. Le périmètre de la concession de service se situe exclusivement sur le territoire de la ville de Rouen

Identifiant interne : S-PF-1411886

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79341200 Services de gestion publicitaire

Nomenclature supplémentaire (cpv): 34928400 Mobilier urbain

Nomenclature supplémentaire (cpv): 45233293 Installation de mobilier urbain

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 01/07/2024

Durée : 144 MONTH

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Informations complémentaires : Les candidats déposeront leur candidature via le site mpe76.fr dans les conditions précisées en annexe et téléchargeables sur le site mpe76.fr. Les candidats peuvent adresser une copie de sauvegarde adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à la Direction Gestion Publique et Fiscalité dont l'adresse figure ci-dessus. Cette copie ne peut être prise en compte que si elle est parvenue à l'autorité concédante dans le délai prescrit pour le dépôt des candidatures

tel qu'il figure dans le présent avis. Admission des candidats à soumissionner après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L 5212-1 à L 5212-4 du code du travail et de leur de l'aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers. Les informations complémentaires sont consultables dans le dossier de consultation mis à disposition gratuitement sur le site <https://www.mpe76.fr/> Le concessionnaire assure notamment : - La mise à disposition, la pose, l'installation et la mise en service et l'exploitation des mobiliers urbains ; - La maintenance, le nettoyage et l'entretien de ces mobiliers urbains ; - La mise en place, la dépose des affiches et l'impression d'information local (or les cas où la Commune ou la Métropole souhaite le faire elles-mêmes) ; - Les frais de raccordement au réseau et la consommation. Le concessionnaire se rémunère en exploitant et commercialisant les faces publicitaires des mobiliers urbains, assumant ainsi, sous sa propre responsabilité, un risque d'exploitation, principalement caractérisé par l'enjeu de pérennité des recettes publicitaires. A ce titre, il assume toutes les charges d'exploitation du service. La Métropole conserve le contrôle du service concédé et doit obtenir du concessionnaire tout renseignement nécessaire à l'exercice de ce contrôle. Le concessionnaire est tenu de mettre en oeuvre les moyens nécessaires au fonctionnement du service public. Il emploie sous sa responsabilité du personnel qualifié en nombre suffisant. Le concessionnaire s'acquiesce auprès de chaque concédant : - d'une redevance « fixe » en contrepartie de l'occupation du domaine public ; - d'une redevance « variable » en contrepartie de l'exploitation commerciale réalisée par le concessionnaire (intéressement aux recettes publicitaires). La valeur du contrat de concession est estimée à 6 000 000 euro(s) Ht. Cette estimation est destinée uniquement à déterminer le niveau de procédure à respecter par l'autorité concédante. Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse Url est la suivante : <https://www.mpe76.fr/> ou à l'adresse électronique figurant dans la rubrique "adresse à laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus"

5.1.7 Marché public stratégique

Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale : Autre

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription du registre du commerce ou de la profession : - Le formulaire Dc1 : lettre de candidature, habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Un justificatif datant de moins de 3 mois de l'inscription au registre du commerce (extrait K bis). Pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ; - La déclaration sur l'honneur prévue à l'article R 3123-16 du Code de la Commande Publique ; - Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L 5212-1 à L5212-11 du code du travail ; - Une copie des certificats visés par les articles 1 et 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats

pour l'attribution des contrats de la commande publique ; - Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) : sans objet

Utilisation de ce critère : Utilisés

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le cas échéant le chiffre d'affaires concernant les services auxquels se réfère la délégation, réalisés au cours des 3 derniers exercices en fonction de la date de création de l'opérateur économique ; - Les bilans des trois derniers exercices ; - Une attestation d'assurance des risques professionnels en cours de validité ;
Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) : sans objet

Utilisation de ce critère : Utilisés

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; - Une description des moyens matériels du candidat ; - La liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années (références) ; En cas de groupement d'opérateurs économiques, chaque membre devra produire les pièces demandées Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) : sans objet

Utilisation de ce critère : Utilisés

5.1.10 Critères d'attribution

Justification de l'absence d'indication de la pondération des critères d'attribution : Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché.

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : FRA

Adresse des documents de marché : [https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1411886,](https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1411886)

Canal de communication ad hoc :

Nom : AW Solutions

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1411886>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 26/04/2024 à 16:00

Conditions du marché :

Facturation en ligne : Requête

Informations relatives aux délais de recours : Un recours pour excès de pouvoir dans les deux mois de la publication ou de la notification de l'acte attaqué, tendant à obtenir l'annulation de cet acte détachable, conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, pouvant être assorti d'un référé-suspension tendant à obtenir la suspension de l'acte attaqué conformément à l'article L. 521-1 du Code de justice administrative. - un référé précontractuel de l'article L 551-1 du code de justice administrative depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, tendant à la suspension voire à l'annulation de la procédure de passation. - un recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans les deux mois suivant la publication ou la notification de la décision attaquée et tendant à son retrait. - un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi. A partir de la conclusion du contrat, et dès lors qu'il dispose du recours ci-dessus défini, le requérant n'est, en revanche, plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables (CE, Ass., 16 juillet 2007 " Société Tropic Travaux Signalisation " req. No 291545 et CE, Ass., 04 avril 2014 " Département Tarn et Garonne " req. no358994). Les renseignements peuvent être obtenus auprès du Tribunal Administratif (coordonnées supra) Ou auprès de la Direction de l'achat Public (coordonnées I.1)

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Rouen

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Métropole Rouen Normandie

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Avenue-Web Systèmes

Numéro d'enregistrement : 443928874

Ville : Seyssinet-Pariset

Code postal : 38170

Pays : France

Adresse électronique : publications-joue@aws-france.com

Téléphone : +33480041260

Rôles de cette organisation :

TED eSender

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Metropole Rouen Normandie

Numéro d'enregistrement : 20002341400101

Adresse postale : Le 108 108 allée François Mitterrand

Ville : Rouen

Code postal : 76176

Pays : France

Point de contact : MAYER-ROSSIGNOL Nicolas

Adresse électronique : demat.marches@metropole-rouen-normandie.fr

Téléphone : 0232764422

Télécopieur : 0232764429

Adresse internet : <http://www.metropole-rouen-normandie.fr/>

Profil de l'acheteur : <https://www.mpe76.fr>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Métropole Rouen Normandie

Numéro d'enregistrement : 1612857

Adresse postale : 108 allée François Mitterrand Cs 50589

Ville : Rouen

Code postal : 76006

Pays : France

Point de contact : Immeuble le 108

Adresse électronique : gaetan.keomanivong-paoli@metropole-rouen-normandie.fr

Téléphone : 0235529550

Rôles de cette organisation :

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

8.1 ORG-0004

Nom officiel : Tribunal administratif de Rouen

Numéro d'enregistrement : 598725

Adresse postale : 53 avenue Gustave Flaubert

Ville : Rouen

Code postal : 76000

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Téléphone : 0235583500

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Section 10 - Modification

Version de l'avis antérieur à modifier : 2dec8f3a-48de-47f7-ad29-bb0053d1786e-01

10.1 Modification

Description des modifications : Remise des offres: Au lieu du 22/03/2024 à 16h00 au plus tard.
Lire 26/04/2024 à 16h00 au plus tard.

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 5f716d1a-a26a-4b87-a836-17a22b9ff063 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 04/03/2024 à 15:17

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 04/03/2024